

PRÉFET DU VAR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Toulon, le 30 août 2012

**Rapport de l'inspecteur
des Installations Classées**

à

Monsieur le Préfet du Var
Préfecture du Var
Direction de l'Action Territoriale de l'Etat
Bureau du Développement Durable
Avenue du 112ème Régiment d'Infanterie
BP 1209
83070 Toulon cedex

Objet : Porté à connaissance du préfet de modifications apportées aux conditions d'exploitation de ses installations par la société SAPA PROFILES PUGET sise à PUGET-SUR-ARGENS (concerne le site nouveau de laquage).

Réf. : Fax de l'exploitant en date du 28 août 2012.
Notre rapport D-UT83-2012-0769-JLR-GA en date du 12 juin 2012.

P.J. : Projet de prescriptions modifié

Par FAX en première référence et après que le projet de prescriptions modificatives annexé à notre rapport en seconde référence lui ait été communiqué (dans le cadre de son examen par le CODERST du 29/08/2012), l'exploitant visé en objet nous a fait part d'observations sur ce projet. Le présent rapport a pour but d'examiner ces observations.

Ces observations concernent la nature des activités de combustion visées par la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE. Il apparaît que les installations effectivement mises en exploitation sont plus réduites que celles initialement autorisées. C'est ainsi :

- que sur les 2 fours de polymérisation d'une puissance de 650 kW chacun, un seul a été mis en service
- que sur les 2 radiants de chauffage d'une puissance de 511 kW chacun, un seul a été mis en service
- que la chaudière de 500 kW n'a pas été mise en service
- que l'étuve de séchage de 110 kW n'a pas été mise en service
- que l'étuve de nettoyage des supports de 500 kW n'a pas été mise en service.

Ces modifications intervenues au niveau des installations de combustion exploitées au sein de cet établissement ont eu pour effet de ramener la puissance de l'ensemble de ces installations de 4682 kW à 2411 kW. Celles-ci qui relevaient du régime de la déclaration au titre de la nomenclature (plus de 2000 kW) continuent de relever du même régime.

Cette réduction dans l'importance de la puissance installée des installations de combustion ne modifie pas les conclusions de notre rapport visé en référence qui traitait déjà d'autres modifications, à savoir : prendre acte de celles-ci par voie d'arrêté préfectoral complémentaire (en modifiant la description de ces installations dans le tableau de classement qui figure à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation initiale en date du 26/11/2007).